

Du saké aux Côtes du Rhône

(deuxième version)

Après la catastrophe cauchemardesque de Fukushima, dont la poursuite irréprouvable est « oubliée » par les médias de masse, la question de la gestion post-accidentelle se fait de plus en plus pressante. Mais nous n'avons pas besoin de spécialistes pour savoir que cette puissance est incontrôlable.

Attentifs dans la lutte contre le train à grande vitesse Lyon-Turin, nous avons constaté que le développement des transports, réseaux ferrés, routiers, aériens, fluviaux et maritimes, a permis aux marchandises de gagner des marchés. Sans eux, l'expansion capitaliste n'aurait pas pu se faire. Chaque jour, ce système prédateur implique de découvrir de nouveaux débouchés, non pas pour le bien des populations, mais pour sa propre survie. La création de technologies qui se démodent le plus vite possible, l'obligation faite de consommer des choses de plus en plus inutiles le prouve avec une obsolescence souvent programmée. Bien sûr, pour cela, il est essentiel de développer les énergies qui servent à l'abreuver. La raréfaction du pétrole, le pseudo développement des énergies renouvelables comme palliatif, la recherche sur les gaz de schiste, montrent le besoin continu de ce système politique et économique et ses nuisances pour la planète.

Le capitalisme a besoin d'espace policés, encadrés, fliqués pour s'épanouir. La religion du fric impose que les populations soient contraintes à ses principes et soumises. Le nucléaire est l'énergie qui lui ressemble le plus. Avec son fonctionnement extrêmement délicat, il suppose une mainmise de type militaire. Cette technologie est la vitrine de ceux qui ont la volonté de dominer le monde. Faire la différence entre le nucléaire civil et le nucléaire militaire est un leurre, l'un est le prolongement idéologique de l'autre. D'ailleurs, le Mox utilisé dans certaines centrales nucléaires au Tricastin, par exemple, combustible peu stable, est composé, notamment, de plutonium militaire recyclé et aussi après l'échec industriel monumental de Superphénix, la Hague recycle le plutonium des centrales nucléaires sous forme de Mox. Sa haute technicité impose des spécialistes en organisation sociale.

À Tchernobyl dans un premier temps, ce sont des mensonges d'État sur les conséquences immédiates de l'accident impossible devenu possible et la mise en scène soviétique d'une guerre contre la radioactivité. Ensuite, la gestion internationale de populations crevant sur les territoires contaminés constitue très vite un vaste laboratoire scientifique et social pour l'ensemble des pays nucléarisés : des programmes internationaux sont mis en place pour envoyer des experts étudier l'évolution sanitaire des populations et leur imposer une « vie sous contrainte radiologique » (Core, Ethos, Sage). Avec la catastrophe de Tchernobyl s'est développée, en particulier en France, une « culture du risque » qui correspond à une phase historique de la gestion sociale du nucléaire dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Loin de nier la menace de la catastrophe, il s'agit de la faire accepter comme un phénomène naturel. Ce type de danger devient inévitable, mis en évidence dans l'article de Bernard Laponche (physicien nucléaire) « Accident nucléaire : une certitude statistique » dans le journal Libération du 3 juin 2011. De même la carriériste citoyenniste, l'écologiste révélée après Tchernobyl Michèle Rivasi dans un article du Dauphiné (du 13 mars 2012) et aussi dans Drôme Hebdo (du 6 septembre 2012) pour le site du Tricastin suscite l'angoisse. Faut-il donc apprendre à vivre avec, à y faire face de manière responsable et disciplinée tout en réclamant protection aux États.

Avec Fukushima, forts de cette expérience de gestion de catastrophe globale, les communicants du pouvoir nucléariste, c'est-à-dire aussi ceux de l'État français doivent s'engager à poursuivre un travail de Sisyphe de « reconquête de l'opinion ».

L'ASN a confié une mission au cabinet Triesse basé à Lyon. Celui-ci muni de cette mission, dès juillet 2012 dans la région Rhône-Alpes, a rendu ses conclusions. Il préconise, sur la base du constat fait par Ted Laso -expert en radioprotection pour l'Agence pour l'Energie Nucléaire- que la principale faiblesse du CODIRPA (COMité DIRECTeur pour la gestion Post Accidentelle d'un accident nucléaire ou d'une situation radiologique) est de ne pas assez s'appuyer sur la société civile : « Pour trouver des solutions durables dans une zone contaminée, il faut avant tout la

participation directe des populations ». Le cabinet propose de faire participer à la CODIRPA les acteurs économiques et des acteurs territoriaux. L'objectif est de contrôler le niveau d'adhésion des populations à leur gestion post-accidentelle, avec l'appui des CLI et de l'ANCCLI¹. Le cabinet Triesse participe ainsi à la catastrophe programmée par les nucléocrates. « Le désastre de Fukushima nous a brusquement rappelé que le nucléaire est d'abord terrible en ce qu'il nous dépossède durablement de nos conditions d'existence et étouffe toute aspiration à la liberté. Quelle vie reste-t-il à mener un dosimètre autour du cou ? » Aujourd'hui on ne nous vend plus un nucléaire sûr, mais la fatalité de l'avenir nucléarisé et avec lui sa vie en zone contaminée.

Nous refusons le rôle de cobayes dans leur spectacle merveilleux, lassés de la pantomime dépressive et pseudo radicale des écologistes d'État. Ceux-ci enrichissent l'abjection dominante pour une meilleure gestion de ce monde et permettre l'encadrement capitaliste, et la logique de l'État nucléaire qui a déclaré en 1978 : « il est vrai qu'un problème n'est pas réglé, c'est celui des déchets ».

La capacité des États à récupérer des mots, des concepts, voire des dispositifs, pour servir d'alibi et se parer de modernité sans transformer la nature profonde du système en place est récurrente. Il y a donc la nécessité impérieuse et constante de ne pas isoler la lutte contre le nucléaire de la perspective d'ensemble de rupture avec le capitalisme.

Nous ne voulons pas négocier d'éventuels aménagements de notre liberté, de nos désirs, de nos vies. Rejoignons en discutant ceux qui s'opposent aux projets dévoreurs d'énergie et à la société marchande qui les développe.

Pour nous contacter : Les associés antinucléaires c/o Le Laboratoire – 8 place St-Jean – Valence 26000

réécrit le 11/12/2015

1 L'ANCCLI a participé à l'élaboration de la loi de transition énergétique et la croissance verte : <http://www.anccli.org/wp-content/uploads/2014/09/synth%C3%A8se-ANCCLI-Loi-TE.pdf>